

REPONSE DU GROUPE ILIAD A LA CONSULTATION PUBLIQUE DE L'ARCEP « PROJET DE RECOMMANDATION SUR LA MISE EN OEUVRE DE L'OBLIGATION DE COMPLETITUDE DES DEPLOIEMENTS DES RESEAUX EN FIBRE OPTIQUE JUSQU'A L'ABONNE »

Synthèse

Les opérateurs cofinanceurs supportent des charges financières en partie assises sur le nombre de locaux raccordables déclarés par les opérateurs d'infrastructure et des recettes assises sur le nombre de locaux disposant d'une liaison active. Pour que le capital investi soit productif, il faut qu'il y ait une adéquation entre le nombre de lignes cofinancées et le nombre de locaux où il existe une demande réelle ou au moins potentielle.

Nous accueillons favorablement la recommandation de l'Autorité définissant l'assiette de complétude comme étant une fibre par logement ordinaire et une fibre pour un ensemble de locaux hébergeant une communauté. Nous partageons le constat de l'Autorité selon lequel chaque membre d'une communauté ne souscrit pas un abonnement FttH individuel.

Il serait utile de définir avec une exigence similaire les locaux professionnels, par exemple comme les locaux à la fois distincts des logements et sièges d'établissements professionnels comptant au moins un salarié.

Les définitions des locaux devant être déclarés dans les IPE et ceux comptabilisés par ailleurs par l'INSEE étant similaire, la différence entre les deux comptabilités interroge. Par exemple pour les communes où la fermeture technique du cuivre est déjà intervenue, le nombre de locaux déclarés dans l'IPE excède de 9% à 24% la somme des logements et établissements selon l'INSEE.

Nom commune	Logements (source INSEE)	Établissements (Les établissements répertoriés par l'Insee comportant au moins un salariés - source INSEE)	Nombre locaux IPE T3 2024 (somme tous OI)	Meilleure estimation des locaux T3 2024 (source ARCEP)	Ratio IPE vs (logements + établissements)
Lévis-Saint-Nom	715	24	804	804	109%
Voisins-le-Bretonneux	4 745	345	6 329	6 329	124%
Provin	1 833	61	2 081	2 081	110%
Issancourt-et-Rumel	190	1	225	225	118%
Vrigne aux Bois	1 737	93	2 173	2 173	119%
Vivier-au-Court	1 275	69	1 633	1 633	122%
Gernelle	146	5	174	174	115%

Nous comprenons que cette différence est entretenue en partie par l'Arcep elle-même, en ce que l'Autorité publie dans ses observatoires un nombre de locaux éligibles, issues de données déclaratives des opérateurs d'infrastructure¹, sans s'assurer que ces locaux correspondent effectivement à des logements ou à des locaux professionnels. Il nous semblerait nécessaire que l'Autorité puisse retraiter les chiffres avant de les publier, notamment dans les zones où le nombre de locaux déclarés éligibles par les opérateurs d'infrastructures excède de plusieurs pourcents le nombre cumulés de logements et d'établissements recensés par l'INSEE.

A contrario, il nous semble indispensable que chaque ménage habitant un logement ou prévoyant de le faire construire puisse savoir, avant d'acheter le terrain et de faire construire une maison, s'il pourra ou non disposer à cet emplacement d'un accès à la fibre, et dans quelles conditions.

Pour d'autres infrastructures de réseau (l'eau ou l'électricité²), les ménages peuvent obtenir facilement des estimations de délais et de prix pour leur raccordement à ces réseaux sur leur futur adresse d'habitation ou qu'ils envisagent de faire construire.

Il nous semble donc nécessaire que les opérateurs d'infrastructure puissent mettre publiquement à disposition des informations à la maille des parcelles détaillant notamment le caractère raccordable ou non au FttH de cette parcelle³, le type de raccordement et son tarif estimatif⁴ et également le délai indicatif de disponibilité du raccordement.

¹ « Meilleure estimation des locaux » de l'observatoire de l'Arcep.

² « L'accès à Internet est aussi essentiel que l'accès à l'eau ou à l'électricité » - citation d'une interview de Jacqueline Gourault - Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation de France.

³ Notamment les zones urbaines ou à urbaniser à vocation principale d'habitation, à vocation économique ou à vocation de zones d'activités.

⁴ Par exemple « tarif standard » supporté par les opérateurs, ou raccordement à « tarif spécifique » où l'excédent de coût (estimation) à prendre en charge serait connu du public.

De manière générale, nous accueillons favorablement ce projet de recommandation de l'Autorité qui complète le corpus réglementaire existant et clarifie plusieurs situations concernant d'une part les locaux⁵ existants et restants à couvrir en FttH et d'autre part les locaux qui seront construits dans les années à venir et qui pourraient, le cas échéant, être couverts en FttH

Nous accueillons favorablement la recommandation de l'Autorité définissant l'assiette de complétude comme étant une fibre par logement ordinaire et une fibre pour un ensemble de locaux hébergeant une communauté. Nous partageons le constat de l'Autorité selon lequel chaque membre d'une communauté ne souscrit pas un abonnement FttH individuel.

Ce principe qui pourrait être clarifié dans la recommandation de l'Arcep permettrait d'éviter de financer et co-financer le déploiement FttH de locaux qui n'auraient peut-être pas dû l'être.

En effet, parmi les communes désormais fermées techniquement au cuivre, Voisins-le-Bretonneux (124%) et Vivier-au-Court (122%) présentent un nombre de locaux dans l'IPE très supérieur au nombre de logements et d'établissement recensés par l'INSEE.

Les OI de ces communes ont par exemple fait le choix de rendre raccordable la totalité du casage d'une maison de retraite⁶ et une résidence étudiante et jeunes actifs⁷ pour Voisins-le-Bretonneux et la totalité du casage d'une résidence de retraite⁸ et les locaux d'un foyer de travailleurs⁹.

Le recensement de la totalité du casage correspondant à des locaux hébergeant une communauté peut sans doute expliquer une fraction minime de l'écart entre le nombre de locaux des IPE de ces communes et les locaux recensés par l'INSEE mais ne peut expliquer la totalité de cet écart.

Nous accueillons également favorablement, dans le contexte de fermeture du réseau de cuivre d'Orange, la précision de l'Autorité quant à l'appétence au FttH des logements ou locaux à usage professionnel disposant d'une ligne cuivre active selon laquelle :

Pour qu'un réseau soit complet, des logements ou locaux à usage professionnel disposant d'une ligne cuivre active (ou inactive depuis moins de 24 mois) ne devraient pas, en principe, rester raccordables sur demande.

Nous accueillons favorablement les clarifications de l'Autorité quant à la définition d'un immeuble neuf proposant de s'appuyer à la fois sur la date de mise à disposition du PM et sur la date d'octroi d'autorisations d'urbanisme (par exemple le permis de construire).

Enfin, nous accueillons favorablement les clarifications de l'Autorité quant aux responsabilités des différents acteurs des déploiements FttH en particulier en ce qui concerne le déploiement des infrastructures de génie civil sur le domaine public.

Concernant les locaux n'ayant pas fait l'objet d'un déploiement du fait de refus de propriétaires et/ou syndicats de copropriétaires, il est important de rappeler que l'utilisateur final présent dans un local dispose d'un « droit à la fibre ».

Les refus de raccordement de l'adresse (IMB) au FttH par un propriétaire ou syndicat de copropriétaires ne peuvent pas durablement et sans « motif sérieux et légitime » priver le local d'un raccordement à la fibre.

En effet, ce droit à la fibre est rappelé dans l'Article 24-2 de la « Loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de la copropriété des immeubles bâtis » modifié par la « Loi n°2018-1021 du 23 novembre 2018 » :

« Lorsqu'une demande de raccordement à un réseau de communications électroniques à très haut débit en fibre optique est effectuée par le propriétaire, le locataire ou un occupant de bonne foi d'un logement d'un immeuble comportant plusieurs logements ou d'un

⁵ Logements et locaux usages professionnels.

⁶ 77 locaux casés dans l'établissement Clinalliance Ehpad Repotel Voisins-le-Bretonneux, 38 Rue aux Fleurs, Voisins-le-Bretonneux

⁷ 113 locaux casés dans la Résidence étudiante et jeunes actifs Voisins-le-Bretonneux ARPEJ - La Cybèle, 26 Avenue Robert Surcouf, Voisins-le-Bretonneux

⁸ 17 locaux casés dans la Résidence Autonomie Les Jardins - 1 Rue du Cercle, Vivier-au-Court

⁹ 105 locaux casés dans Ass Des Foyers Travail Ardenne - 10 Rue Maurice Thorez, Vivier-au-Court

immeuble à usage mixte (...) le syndicat des copropriétaires ne peut s'opposer, nonobstant toute convention contraire, sans motif sérieux et légitime (...) à l'installation de telles lignes dans les parties communes de l'immeuble de manière à permettre la desserte de chacun des logements, sous réserve que l'immeuble dispose des infrastructures d'accueil adaptées. »

Free a réalisé plusieurs milliers de commandes pour le raccordement de locaux déclarés « raccordables à la demande » dans les IPE des opérateurs d'infrastructure : en général le dispositif ne fonctionne pas et n'est pas industriel.

A la suite du nouvel engagement d'Orange pris sur le fondement de l'article L. 33-13 du CPCE début 2024, un volume significatif de locaux a été déclaré RAD dans l'IPE d'Orange. Iliad en dénombrait plus de 468 000 dans l'IPE d'Orange au mois de juin 2024.

Malgré le respect et l'atteinte par Free des quotas mensuels¹⁰ de commandes de RAD affectés mensuellement par Orange à chaque opérateur commercial, à mi-décembre seules 25% de nos commandes de RAD réalisées 6 mois auparavant ont fait l'objet d'un raccordement effectif.

[SDA :
...
]

Cela signifie que 3 utilisateurs finals sur 4, occupant les locaux RAD dans ces zones, qui se sont abonnés à la fibre chez Free, ne bénéficieront pas d'un raccordement de leur local dans le délai de 6 mois prévu par le cadre réglementaire.

Le dispositif actuel de production de RAD ne fonctionne majoritairement pas.

A la fin, il ne restera à couvrir que les locaux raccordables sur demande à « tarif standard » et les locaux raccordables sur demande à « tarif spécifique », les locaux neufs entreraient dans l'une ou l'autre de ces catégories.

La complétude FttH prévue par le cadre réglementaire fait obligation aux opérateurs d'infrastructure de rendre raccordable tous les locaux existants et futurs au sein de leur périmètre de déploiement. Pour rendre raccordable les locaux neufs, les opérateurs d'infrastructure peuvent être obligés de créer du génie civil souterrain ou aérien préalablement inexistant.

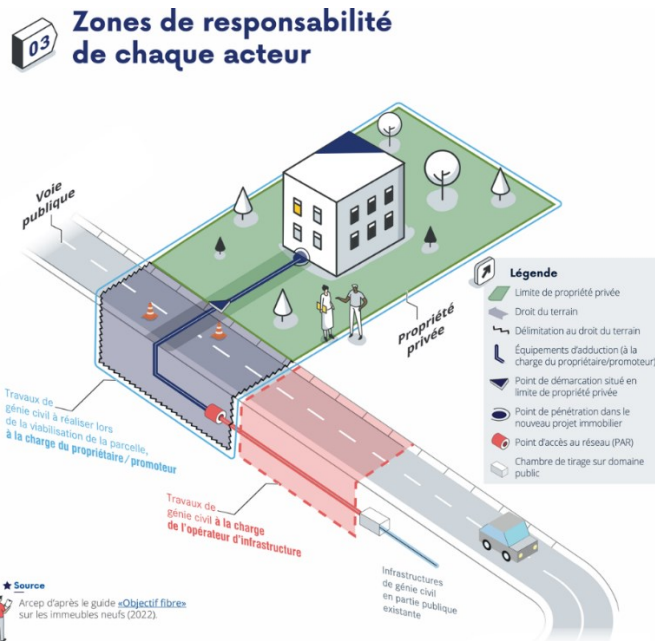
Depuis une trentaine d'années, les loi SRU (2000), Grenelle I et II (2009 et 2010), ALUR (2014) puis ELAN (2018) sont venues contraindre les extensions d'urbanisme en tache d'huile au bénéfice d'une densification des zones déjà bâties.

Lorsque l'urbanisation s'effectue en densification du tissu existant, il n'y pas de génie civil à créer puisque celui-ci passe déjà devant la parcelle. Dès lors le coût de construction de la prise est plus faible que les recettes de cofinancement issues de la nouvelle prise. Ainsi, pour un territoire comme le réseau public de la Gironde, Oranges estime que le coût de construction d'une nouvelle prise sera en moyenne de 250 € par prise, alors que les recettes de commercialisation de cette nouvelle prise seront de 515 € x taux de cofinancement¹¹. Dans l'Aude, Altitude estime le coût de construction à 350€¹².

¹⁰ Compte tenu de l'augmentation soudaine du volume de locaux RAD dans l'IPE d'Orange à la suite des nouveaux engagements L 33-13, pour répondre à la fois aux enjeux concurrentiels soulevés par les OCEN alternatifs et au souhait d'Orange de « caper » et lisser les commandes de RAD sur son réseau FttH en zone AMII, un mécanisme de quotas mensuels par département attribués à chaque opérateur commercial a été mis en place par Orange.

¹¹ « Gironde numérique - Rapport d'analyse des offres -25 janvier 2018 » - page 19

¹² « SYADEN - Rapport d'activité 2020 » - RIP de l'Aude – page 62



Source : Arcep

Néanmoins, le génie civil peut ne pas exister lorsque l'urbanisation s'effectue en tache d'huile, ce qui peut arriver dans certains territoires très peu denses, comme par exemple la Creuse. Le coût incrémental de construction des nouvelles prises pour les logements neufs, incluant la construction de génie civil, peut éventuellement dans certains cas, excéder les recettes du réseau FttH.

Les raccordements qui ne peuvent pas être réalisés dans des conditions standards devraient être identifiés pour comprendre les raisons de l'échec et des moyens complémentaires devraient être mobilisés pour ramener l'opération de raccordement à un coût standard pour l'OC.

Vérifier l'architecture du réseau, en particulier la position du PBO

Si le raccordement final est trop long ou complexe pour des raisons propres à l'OI (position du PBO ne respectant pas les règles de l'art, erreurs dans le déploiement initial de l'OI, infrastructures d'accueil non disponibles, etc.) : l'OI devrait alors réintervenir sur son infrastructure, sans surcoût pour l'OC, afin de mettre en conformité son déploiement (par exemple ajouter un PBO plus proche des locaux à raccorder) ou compenser l'OC de la part de coûts de travaux qui a été évitée par l'OI si l'OC a construit le raccordement en tant que sous-traitant.

En outre, il semble utile de prévenir au maximum ces cas d'échecs de raccordement.

Les groupes de travaux multilatéraux animés par l'Autorité relatifs au raccordement final ont montré que les informations mises à la disposition des OC par les OI dans le cadre du mode STOC ne sont en général pas suffisantes pour déterminer en amont le parcours qui sera emprunté par le câblage client final sur le terrain. Ce sont donc les OC sur le terrain et *in fine* les abonnés qui identifient et subissent les échecs de raccordement au moment où la souscription a déjà eu lieu et où la production effective du raccordement a commencé : c'est alors trop tard.

Les suspicions de raccordements « trop longs » ou de PBO mal positionnés pourraient être levées en amont en s'appuyant sur des données fournies par l'OI (par exemple les coordonnées des PBO et adresses des IMB concernés que les OI refusent de fournir aux OC de manière généralisée en dehors d'une commande précise¹³).

Ainsi nous pensons qu'il serait utile, pour prévenir les échecs de raccordement, que les OI puissent mettre à la disposition des OC d'une part l'ensemble des données permettant de connaître pour tous les IMB de l'IPE les références et les coordonnées du ou des PBO auquel il est censé être rattaché et d'autre part les informations

¹³ Cf. CR des réunions du GT raccordement final.

les plus précises sur le parcours (cheminement, infrastructures de génie civil existantes, chambres ou poteaux à mobiliser, etc.) qu'emprunterait le câble client final qui sera déployé par l'OC dans le cadre du mode STOC.

Les raccordements finals « non standard » sont pour l'essentiel situés dans les zones rurales

Si le raccordement final est trop long et/ou complexe pour des raisons objectives liées à la répartition de l'habitat (habitats très isolés, etc.) : les seules forces du marché ne seront pas en mesure de supporter les raccordements finaux « quoi qu'ils en coûtent ». D'autres mécanismes devraient être mobilisés pour compenser l'écart de coût de construction.

Actuellement, dans les zones rurales, les opérateurs de RIP ont bénéficié de subventions publiques (Etat, collectivités, porteurs de projets publics) pour compenser les surcoûts des raccordements finals et proposer un « tarif d'usage » à un niveau banalisé (autour de 250€). En outre, des aides publiques complémentaires ont été prévues (au moins 300 M€ en comptant Etat et collectivités locales) dans le cadre du PFTHD pour les raccordements complexes.

Pour ces locaux, comme le rappelle l'Autorité, le cadre réglementaire laisse la faculté à l'opérateur d'infrastructure non seulement de classer le local en RAD mais également d'appliquer une tarification spécifique plus élevée.

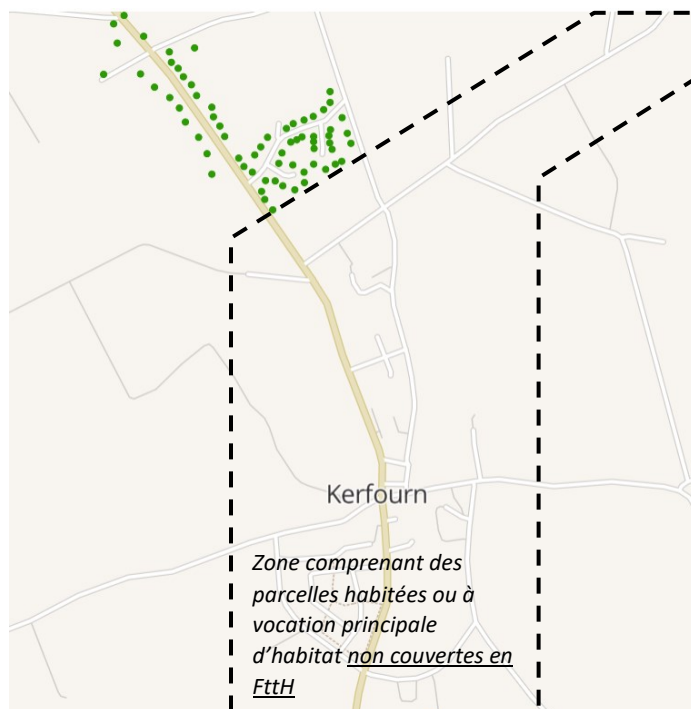
Le projet de recommandation pourrait favoriser la mise en place d'outils permettant à chaque ménage habitant un logement ou prévoyant de le faire construire, de savoir, avant d'acheter le terrain et de faire construire une maison, s'il pourra ou non disposer à cet emplacement d'un accès à la fibre, et dans quelles conditions.

La notion de RAD ou encore RAD à tarif spécifique n'est manipulée et comprise que par les acteurs opérateurs du marché de gros des réseaux FttH. En dehors de ce microcosme, et en particulier pour le grand public et les ménages, cette notion est logiquement inaccessible et incompréhensible.

Pourtant, il est indispensable de rendre cette notion transparente, claire et utilisable pour le grand public. Comme le rappelle justement l'Autorité dans son projet de recommandation, c'est bien l'appétence des clients finals de ces ménages qui est à l'origine de la demande de raccordement du local existant ou à construire.

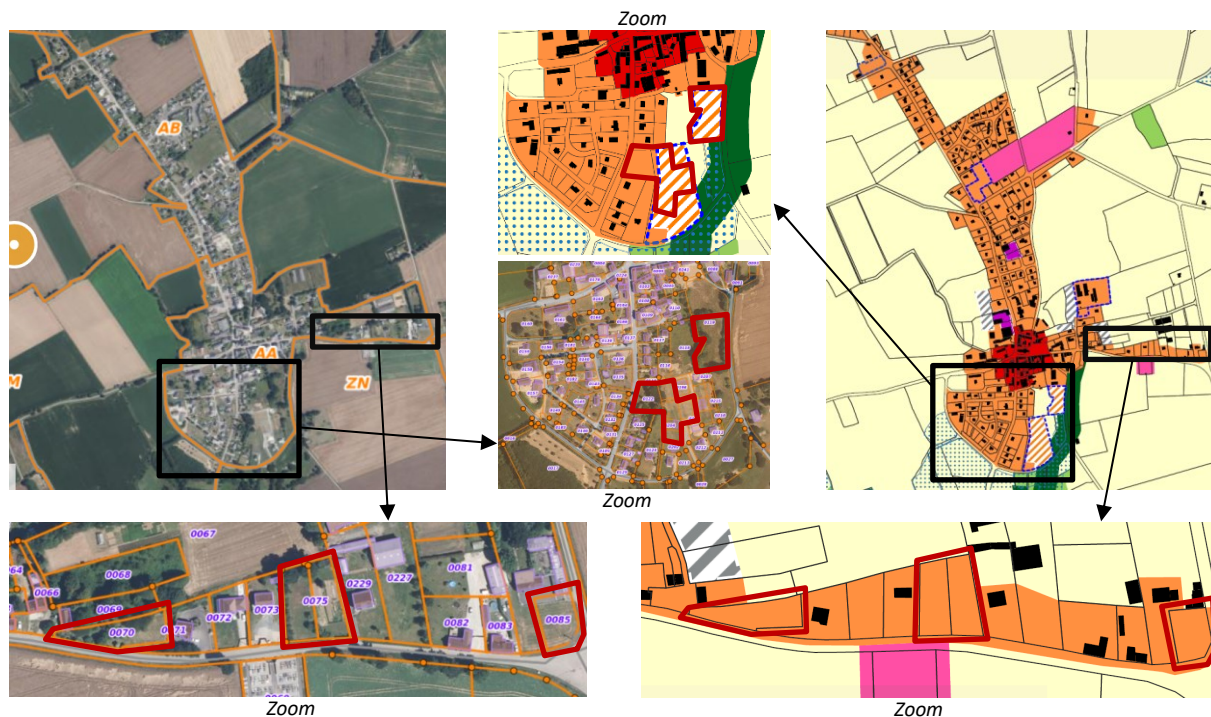
L'information de la possibilité d'un raccordement, son délai et son prix, même indicatifs, doivent parvenir à l'abonné final. Or à date, cette information n'existe pas pour le grand public.

Prenons l'exemple de la commune de Kerfourn (56092) dans le Morbihan.



Cette commune (plan extrait de Cartefibre.fr) est partiellement¹⁴ couverte par le FttH mais certaines parcelles d'habitation ne sont pas encore raccordables.

Ces parcelles qui sont déjà habitées ou qui pourraient faire l'objet d'une construction future sont clairement délimitées par le PLU (vue de droite ci-dessous) de cette commune et le plan cadastrale (vue de gauche ci-dessous) et ne sont pas encore couvertes en FttH.



¹⁴ En nous appuyant sur les données cartographiques publiques (Cartefibre.fr de l'Arcep, PLU, parcelles cadastrales Geoportail).

En « zoomant » dans certaines zones de la commune on peut identifier des parcelles cadastrales non construites clairement identifiées comme « zone urbaine » dans le PLU ou « zone à urbaniser à court terme à vocation principale d'habitat » (zone hachurée en orange sur la carte du PLU ci-dessus à droite).

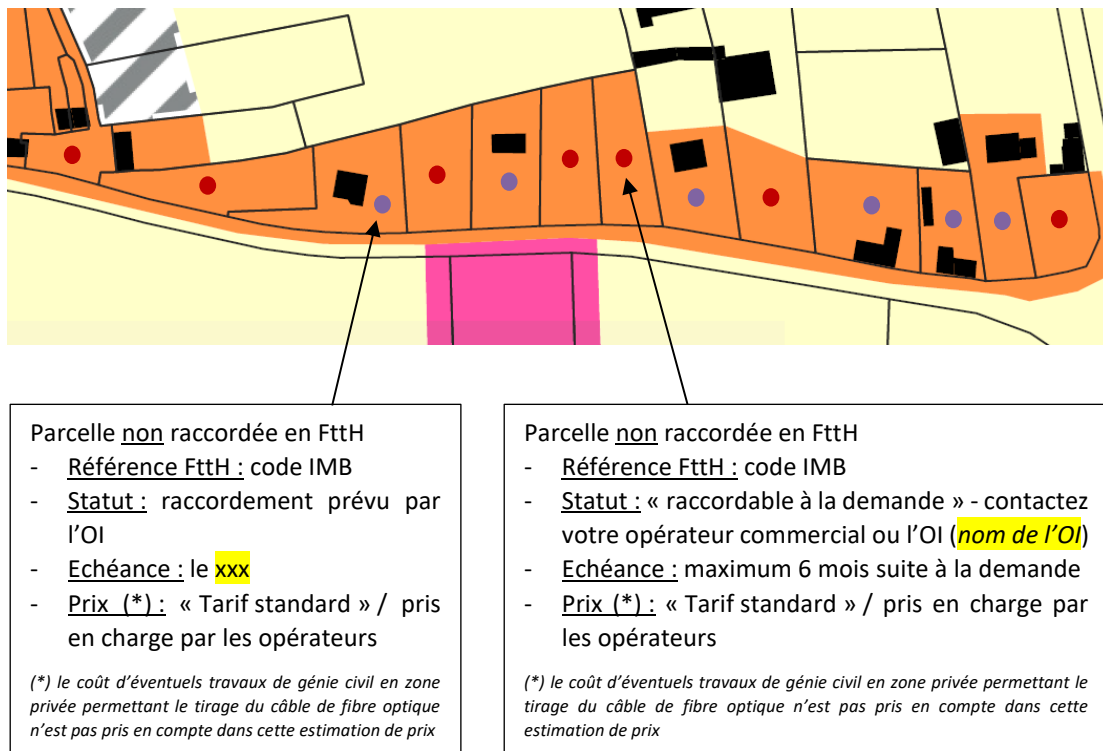
Les habitants ou futurs habitants de la commune de Kerfourn qui ont construit ou qui pourraient faire construire dans les prochaines années sur ces parcelles ne disposent pas des informations claires leur permettant de répondre à des questions simples : est-ce que je serais raccordé en FttH ? dans quels délais et à quel prix (estimations) ?

Pour d'autres infrastructures de réseau (l'eau ou l'électricité¹⁵), les ménages peuvent obtenir facilement des estimations de délais et de prix pour leur raccordement à ces réseaux sur leur futur adresse d'habitation ou qu'ils envisagent de faire construire.

Nous proposons que les opérateurs d'infrastructure puissent mettre à disposition des informations à la maille des parcelles de zones urbaine ou à urbaniser à vocation principale d'habitation, à vocation économique ou à vocation de zones d'activités comprenant notamment :

- le caractère raccordable ou non au FttH ;
- le type de raccordement et un tarif estimatif : raccordement à « tarif standard » (à la charge des opérateurs) ou raccordement à « tarif spécifique » (fourchette de prix du raccordement) ;
- le délai indicatif de disponibilité du raccordement : par exemple au maximum 6 mois en cas de RAD.

Ces informations publiques à la maille des parcelles pourraient enrichir les outils cartographiques publics et se présenter aux ménages de la manière suivante :



Certaines parcelles non raccordées au FttH correspondent à des logements plus isolés du cœur de ville. Dans cet exemple, purement illustratif, la parcelle habitée se situe à 2,5 km à l'est du centre de Kerfourn à proximité d'une zone humide.

¹⁵ « L'accès à Internet est aussi essentiel que l'accès à l'eau ou à l'électricité » - citation d'une interview de Jacqueline Gourault - Ministre du Partenariat avec les territoires et de la Décentralisation de France.

Parcelle non raccordée en FttH

- Référence FttH : code IMB
- Statut : « raccordable à la demande à tarif spécifique »
- Echéance : maximum 6 mois après acceptation
- Prix (*) : Tarif spécifique non standard / devis estimé à [500€ – 1000€] / **excédent non pris** en charge par les opérateurs

(*) le coût d'éventuels travaux de génie civil en zone privée permettant le tirage du câble de fibre optique n'est pas pris en compte dans cette estimation de prix

Sur la base des exemples susmentionnés et afin de permettre aux ménages de disposer de la plus grande transparence, Iliad souhaiterait que les opérateurs d'infrastructure communiquent, à la maille des parcelles cadastrales habitées ou constructibles, une information précise sur les modalités de raccordement.

Concernant les gels cause OI, ils devraient rester limités en volume à un instant donné (moins de 1% de l'ensemble du réseau FttH de l'OI ?) et limités en durée et n'excédant pas, en tout état de cause, 30 jours ouvrés consécutifs.

Les gels et la complétude ne sont pas liés : des gels interviendront dans la vie des réseaux FttH une fois la complétude atteinte.

Dans notre contribution au « Bilan et perspectives »¹⁶, nous avons attiré l'attention de l'Autorité sur les « gels » dans les IPE des opérateurs d'infrastructure FttH.

A cette date, Iliad comptabilisait plus de 382 000 lignes FttH gelées commercialement dans les IPE des opérateurs d'infrastructure FttH (incluant les lignes des plans de reprise FttH des opérateurs concernés) dont plus de 200 000 depuis plus de 6 mois.

Le volume, la durée et les motifs des gels font désormais l'objet d'un suivi systématique au travers des présentations de plusieurs OI¹⁷ lors des réunions multilatérales FttH. C'est une très bonne chose.

Il ressort de ces présentations qu'il reste à date un volume plus de 300 000 gelées commercialement, hors lignes des plans de reprise FttH, dont plus de 50% (> 151 000 lignes) sont gelées depuis plus de 6 mois et près de 70% (208 000) sont gelées depuis plus de 3 mois.

¹⁶ Fin 2022.

¹⁷ Présentation des opérateurs Altitude, Axione, Orange, ROF, TDF, Xp Fibre (hors données de SFR et du SIEA).

Les raisons de ces gels sont multiples, et en général les motifs qui concentrent le plus de lignes gelées relèvent de la responsabilité directe des opérateurs d'infrastructure (hors plan de remise en conformité) et non de difficultés liées à un tiers (autorisations nécessaires, ou refus ou difficultés majeures d'accès).

Les délais de gels « cause OI » sont actuellement trop longs et vont poser des difficultés pour les abonnés finals à l'annonce des fermetures commerciales du réseau de cuivre.

Par ailleurs, ces lignes « gelées » sur des durées longues sont des lignes sur lesquelles les opérateurs co-financeurs ont investi empêchant la commercialisation de ces lignes. [SDA : ...]

Aussi, Iliad demande que la durée des gels puisse faire l'objet d'un encadrement, éventuellement en fonction des motifs, sous le contrôle de l'Autorité.